



**FR**

**ASSEMBLEE GENERALE**  
**79<sup>ème</sup> session**  
**Rome, 17 décembre 2020**

UNIDROIT 2020  
A.G. (79) 8  
Original: anglais  
novembre 2020

**Point n° 11 de l'ordre du jour: Rapport du Secrétaire Général sur la mise à jour  
des nouveaux systèmes de rémunération et de sécurité sociale  
appliqués au personnel d'UNIDROIT**

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)

<i>Sommaire</i>	<i>Actualisation sur la mise en œuvre des systèmes de rémunération et de sécurité sociale appliqués au personnel d'UNIDROIT</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Prendre note de l'actualisation sur la mise en œuvre des systèmes de rémunération et de sécurité sociale et des prochaines étapes</i>
<i>Documents connexes</i>	<a href="#"><u>UNIDROIT 2019 – F.C. (87) 7</u></a> ; <a href="#"><u>UNIDROIT 2019 – F.C. (87) 9</u></a> ; <a href="#"><u>UNIDROIT 2019 – C.D. (98) 15(b)</u></a> ; <a href="#"><u>UNIDROIT 2019 – A.G. (78) 10</u></a> ; <a href="#"><u>UNIDROIT 2019 – A.G. (78) 12</u></a>

## **INTRODUCTION**

1. Après un examen approfondi, lors de sa 83<sup>ème</sup> session (Rome, 21 septembre 2017), la Commission des Finances a recommandé l'adoption d'importantes réformes de la rémunération et de la sécurité sociale, qui amélioreraient la viabilité d'UNIDROIT en renforçant la mobilité du personnel et en veillant à ce qu'UNIDROIT soit un lieu de travail attractif<sup>1</sup>. A sa 76<sup>ème</sup> session (Rome, 7 décembre 2017), l'Assemblée Générale a adopté ces réformes, ainsi que les révisions nécessaires du Règlement intérieur d'UNIDROIT. L'Assemblée Générale a, en outre, donné au Secrétariat une certaine souplesse quant au calendrier nécessaire à leur mise en œuvre, qui serait examiné par la Commission des Finances. Depuis cette session, le Secrétariat a mis en œuvre en février 2018 la réformes de la rémunération et celle de la sécurité sociale en septembre 2019.

2. Le Secrétariat a informé et mis à jour la Commission des Finances sur ces questions lors de ses 84<sup>ème</sup> et 85<sup>ème</sup> sessions (Rome, 15 mars 2018 et 4 octobre 2018), ainsi que l'Assemblée Générale lors de sa 77<sup>ème</sup> session (Rome, 6 décembre 2018). D'autres mises à jour ont été fournies à la Commission des Finances en avril et octobre 2019 (86<sup>ème</sup> et 87<sup>ème</sup> sessions), ainsi qu'au Conseil de Direction lors de sa 98<sup>ème</sup> session (Rome, 8-10 mai 2019) et à l'Assemblée Générale lors de sa 78<sup>ème</sup> session (Rome, 12 décembre 2019).

<sup>1</sup> [UNIDROIT 2017 – F.C. \(83\) 9, Point n° 9.](#)

3. Depuis la 78<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale, le Conseil de Direction, lors de sa 99<sup>ème</sup> session (Rome et via Zoom, 23-25 septembre 2020) et la Commission des Finances lors de sa 90<sup>ème</sup> session (Rome, 22 octobre 2020), ont été informés des développements de la mise en œuvre de la réforme.

## **I. MISE EN ŒUVRE DES REFORMES DE LA REMUNERATION ET DE LA SECURITE SOCIALE**

### **A. Rémunération**

4. Depuis la 76<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale, le Secrétariat a continué d'informer la Commission des Finances, l'Assemblée Générale et le Conseil de Direction de la procédure de mise en œuvre de la réforme.

5. Lors de la 86<sup>ème</sup> session de la Commission des Finances (Rome, 4 avril 2019), le Secrétariat a fourni à la Commission un tableau comparatif des traitements nets pour toutes les catégories et classes dans des situations familiales courantes. Lors de cette session, la Commission des Finances a demandé une explication détaillée de la méthodologie utilisée pour l'élaboration du Tableau, y compris la date à laquelle les taux de change ont été calculés et le multiplicateur appliqué pour les paiements d'ajustement de poste.

6. En ce qui concerne la rémunération du personnel des Services Généraux, le Secrétariat note que les calculs du tableau sont basés sur les salaires nets fournis par les Nations Unies applicables au personnel des Services Généraux en poste à Rome, tels que publiés le 1<sup>er</sup> avril 2018 (disponibles sur le lien suivant: [https://www.un.org/Depts/OHRM/salaries\\_allowances/salaries/italy.htm](https://www.un.org/Depts/OHRM/salaries_allowances/salaries/italy.htm)). Les salaires étant formulés en euros, aucun coefficient d'ajustement ne s'applique.

7. En ce qui concerne la rémunération du personnel Professionnel et des catégories supérieures, le Secrétariat rappelle que le Tableau a été établi sur la base des traitements nets fournis par les Nations Unies applicables au personnel Professionnel et aux catégories supérieures, fournis par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (disponible à l'adresse suivante: <https://icsc.un.org/Home/GetDataFile/5497>). Le multiplicateur de l'indemnité de poste pour le lieu d'affectation de Rome, ainsi que le taux de change officiel des Nations Unies applicable (de USD à EUR), ont également été pris au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sur le site Internet de la CFPI (disponible à l'adresse suivante: [https://icsc.un.org/Resources/COLD/PostAdjustmentReports/History/pah\\_frm.htm](https://icsc.un.org/Resources/COLD/PostAdjustmentReports/History/pah_frm.htm)), 34.6 et 0.871 respectivement.

8. De plus amples informations concernant la méthodologie des Nations Unies pour les enquêtes dans les lieux d'affectation autres que le siège sont disponibles sur le site Internet de la CFPI ([https://www.un.org/Depts/OHRM/salaries\\_allowances/salaries/icsc2012.pdf](https://www.un.org/Depts/OHRM/salaries_allowances/salaries/icsc2012.pdf)).

### **B. Réformes de la sécurité sociale**

9. En septembre 2019, le Secrétariat a achevé le processus de mise en œuvre du nouveau système de retraite et de la nouvelle assurance maladie, et présente les mises à jour suivantes:

- *Fonds de pension*: le Secrétariat a organisé plusieurs appels avec le Service international des rémunérations et des pensions (SIRP) <sup>2</sup> pour négocier les frais de gestion annuels du fonds, qui, dans sa proposition initiale, étaient évalués à un minimum de 23.000,00 euros <sup>3</sup>. Compte tenu

---

<sup>2</sup> Le SIRP est une plate-forme de services commune aux six organisations coordonnées et à d'autres organisations internationales, fournissant des services pour leurs régimes de retraite et leurs politiques de rémunération.

<sup>3</sup> Outre ces frais, il y aurait également eu des frais de gestion annuels de 0,20-0,25 % de l'actif géré.

de la position unique d'UNIDROIT quant au nombre de membres du personnel et aux contributions initiales, le SIRP a proposé des conditions qui assureraient la durabilité du fonds, sur la base d'hypothèses prudentes, ainsi qu'un taux de frais de gestion plus bas. Dans un premier temps, le SIRP a proposé de placer les contributions entrantes sur un compte de recouvrement, ce qui produirait un faible rendement mais ne comporterait aucun risque financier (à savoir la préservation du capital). Dans sa deuxième phase de mise en œuvre, lorsque le fonds atteindrait un certain seuil (estimé à 500.000,00 euros), d'ici la troisième année selon les projections, les actifs se rapprocheraient d'une allocation stratégique d'actifs (ASA) complète, mise en œuvre par le biais de fonds communs de placement sélectionnés, et qui devrait rapporter 5,05 % par an (nominal) à long terme. Compte tenu des coûts limités qu'un arrangement de cet ordre entraînerait, le SIRP a proposé de renoncer à ces coûts et de ne conserver qu'une cotisation annuelle correspondant à 0,5 % des actifs (minimum de 12.000 euros), plus les frais dus au Secrétariat du Comité d'administration des fonds (équivalant à 6.461,60 euros) pour les trois premières années. Vu ces développements importants, le Secrétariat, comme rapporté lors de la 87<sup>ème</sup> session de la Commission des Finances, a signé le Protocole d'accord avec le SIRP, en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

- *Rapport du CAF*: de plus amples détails concernant la gestion du fonds de pension sont disponibles dans le Rapport du SIRP - CAF (Comité pour l'administration des fonds) (Annexe I). Le Rapport couvre l'accès aux instruments d'investissement (fonds communs de placement et comptes d'épargne), la simulation des flux de fonds et les aspects méthodologiques, les conseils d'investissement et les procédures de gestion de la trésorerie pendant la première période d'investissement et il contient également une proposition que le Conseil de Direction autorise le CAF à procéder à l'investissement du Fonds en deux temps, c'est-à-dire d'investir initialement les contributions entrantes au Fonds dans la trésorerie jusqu'à ce que le Fonds atteigne 500.000 euros, et dans un second temps de déplacer les actifs vers un portefeuille investi sur les marchés financiers. La stratégie à adopter dans cette seconde étape sera présentée pour approbation en temps utile avant tout changement.
- Lors de la 99<sup>ème</sup> session (Rome et via Zoom, 23-25 septembre 2020), le Conseil de Direction a pris note de l'actualisation de la mise à jour des nouveaux systèmes de rémunération et de sécurité sociale appliqués au personnel d'UNIDROIT et a approuvé la proposition faite dans le Rapport du SIRP - CAF (Comité pour l'administration des fonds).
- Lors de sa 90<sup>ème</sup> session (Rome, 22 octobre 2020), la Commission des Finances a pris note des informations qui précèdent (F.C. (90) 9, para. 51).
- *Assurance maladie*: ayant obtenu un devis favorable d'AXA - compagnie d'assurance qui a fourni une meilleure couverture par rapport au devis "Silver" d'Allianz adopté par l'Assemblée Générale, à un moindre coût, et n'ayant obtenu aucune mise à jour ou contre-offre d'Allianz - le Secrétariat a finalisé les conditions de couverture pour les membres du personnel qui ont choisi d'opter pour le nouveau système avec AXA. La police d'assurance définitive, en vigueur à partir de septembre 2019, a été présentée à la Commission des Finances lors de sa 87<sup>ème</sup> session et approuvée par l'Assemblée Générale lors de sa 78<sup>ème</sup> session. La police sera renouvelée et prolongée en 2021.

## II. ACTION DEMANDEE

10. *Le Secrétariat demande à l'Assemblée Générale de prendre note de cette mise à jour concernant la mise en œuvre des nouveaux systèmes de rémunération et de sécurité sociale appliqués au personnel d'UNIDROIT. L'Assemblée Générale est également invitée à prendre note de la proposition faite dans le Rapport du SIRP - CAF (Comité pour l'administration des fonds) (Annexe I).*

**ANNEXE I**

**SIRP – CAF (COMITÉ POUR L'ADMINISTRATION DES FONDS)  
UNIDROIT – RAPPORT ANNUEL 2020 A L'ASSEMBLEE GENERALE**

CONFIDENTIAL

CAF/WD(2020)21

13 November 2020

**COMMITTEE FOR THE ADMINISTRATION OF FUNDS  
UNIDROIT – ANNUAL REPORT 2020 TO THE GENERAL ASSEMBLY**

---

ACTION:

The Committee for the Administration of Funds is invited to approve this document.

**COMMITTEE FOR THE ADMINISTRATION OF FUNDS**  
UNIDROIT – ANNUAL REPORT 2020 to the general assembly

## INTRODUCTION

1. UNIDROIT has fully externalised the administration of its Pension Reserve Fund (PRF) assets to the International Service for Remunerations and Pensions (ISRP), and joined the Committee for the Administration of Funds (CAF) on 1 September 2019.

2. UNIDROIT's PRF is a new Fund with no assets at inception and a very limited number of participants to the Plan. UNIDROIT's staff, the beneficiaries of UNIDROIT's pension scheme, hold three-year renewable contracts in the Organisation (with exception of the Secretary-General who has a five-year renewable contract). This implies that the evolution of the PRF's assets during the very first years could be sensitive to staff turnover, and hence might be subject to relatively important outflows in the form of leaving allowances.

3. Therefore, the CAF proposed to the General Assembly of UNIDROIT to proceed with the investment of the Fund in two stages, i.e. to initially invest the incoming contributions to the Fund in treasury until the Fund reaches EUR 500k, and to then move the assets towards a portfolio invested in financial markets in a second stage<sup>1</sup>. Investing the incoming contributions in treasury prevents the Fund from the risk of depleting by avoiding market exposure during its very first years of existence, hence giving more certainty to the Fund to reach its projected size. The strategy to adopt in the second stage will be presented for approval when the change comes due.

4. Pursuant to Article 3.4 of the Statute of the PRF, the Director of UNIDROIT shall report annually to the General Assembly on the status of the Fund. The Organisation decided to present a separate Report to the Governing Council. This document represents the Annual Report for 2020 to the General Assembly. It shows the situation of the performance of the PRF at 30 September 2020 and summarizes the work carried out by the CAF since its creation.

## PRF ASSETS AT 30 SEPTEMBER 2020

5. Starting out with zero assets, the ISRP progressively put the PRF's staff and employer contributions, which had started to be paid on 30 September 2019, in the CIC saving account. CIC is a French bank that allows non-profit organisations to open a saving account called "*Compte sur Livret Association*", which guarantees the deposited capital and pays a discretionary interest rate. CIC's current rating by S&P, Fitch Ratings and Moody's is 'A', 'A+' and 'Aa3', respectively.

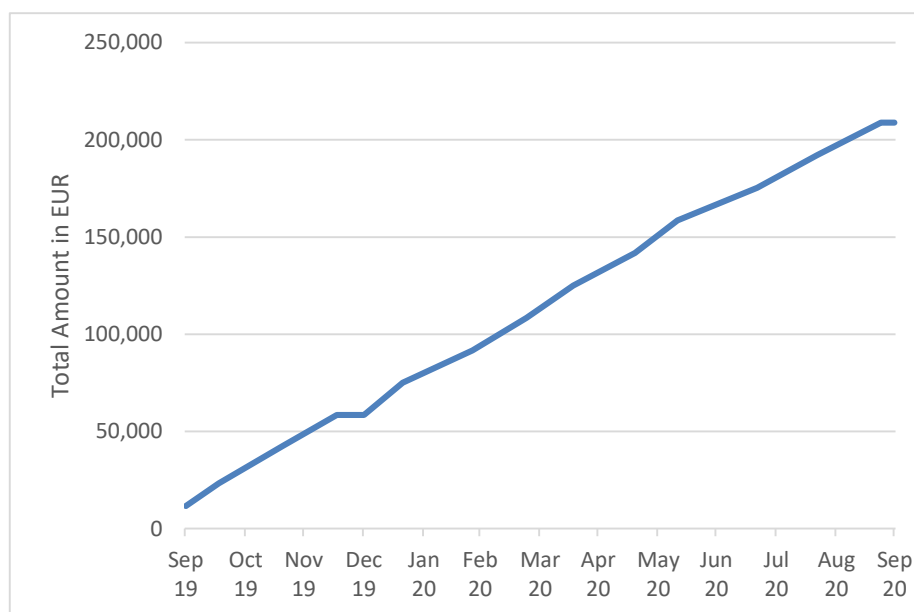
6. At 30 September 2020, the value of the PRF's total assets in the "*Compte sur Livret Association*" (CLA) at CIC amounted to EUR 208 841. Seven officials are currently making monthly contributions to the Fund. In total, the pension contributions represent 37% of UNIDROIT's payroll, 16.7% of which are staff

---

<sup>1</sup> The EUR 500k threshold is the level of assets for which the long-term expected return of a Strategic Asset Allocation would start to offset all administrative costs. At this level, costs and returns would be roughly equivalent and despite a still low level of assets, the Fund would benefit from favourable terms and conditions when selecting mutual funds, allowing a proper diversification and faster development of its asset base. According to the projections for the first three years, the PRF is expected to reach the EUR 500k threshold in the third year.

contributions and 20.3% contributions made by UNIDROIT. These contributions are transferred to the saving account on a monthly basis.

7. The graph below shows the evolution of the Fund's assets, held at CIC, from inception of the operations on 30 September 2019, up to 30 September 2020:



Source: ISRP, CIC.

## INVESTMENT PLAN

8. UNIDROIT's General Assembly approved to initially invest the incoming contributions in a CLA that yields a low return but bears no financial risk.

9. In a second stage, when the Fund will have reached a total amount of at least EUR 500 000, the assets may be moved towards a portfolio invested in financial markets according to a Strategic Asset Allocation (SAA) meeting the objectives of UNIDROIT and implemented through selected mutual funds.

10. This investment plan was approved in September 2019 and is still in force on the reporting date.

## PERFORMANCE OF THE PRF

11. When the saving account at CIC was opened in September 2019, the interest rate was 0.30%. The interest rate was reduced to 0.15% starting 1 November 2019, and to 0.10% from 1 February 2020 onwards to date. The account is currently remunerated at a discretionary interest rate of 0.10%. Interest earnings are calculated on balances every fifteen days, and only funds deposited on the first day of the period are entitled to remuneration. Interests are accrued during the year and effectively credited at the end of the year.

12. The historical nominal interest rates that applied to the PRF's investment are presented in the table below.

In % (annualised)	2019				2020									
	Oct.	Nov.	Dec.	Average (at 31/12)	Jan.	Feb.	Mar.	April	May	June	July	Aug.	Sept.	Average (at 30/09)
Performance PRF investments	0.30	0.15	0.15	0.20	0.15	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Benchmark: €STR	-0.55	-0.54	-0.54	-0.54	-0.54	-0.54	-0.53	-0.54	-0.54	-0.55	-0.55	-0.55	-0.55	-0.54
Difference vs. benchmark	0.85	0.69	0.69	0.74	0.69	0.64	0.63	0.64	0.64	0.65	0.65	0.65	0.65	0.65
Short-term money market funds				-0.48										
Difference vs. Short-term money market funds				0.68										

Source: ISRP, CIC and Morningstar for data on the short-term money market funds' average performance.

13. The benchmark or performance reference for UNIDROIT's investment at this stage is the €STR (Euro Short-Term Rate). It is the new benchmark for interbank interest rates and is widely used in the financial industry to assess the return of money-market instruments with low-risk and high liquidity. The €STR is calculated on the basis of interest rates obtained directly by the European Central Bank. Since 2 October 2019 it gradually replaces the EONIA, which will be abandoned on 3 January 2022. Since October 2019, only the €STR is published; the EONIA is calculated as the new reference rate increased with a fixed spread of +8.5 bps.

14. The nominal performance of the PRF is also measured *including* the impact of the timing of the investments of net contributions on the evolution of the Fund's performance, in order to get the actual or effective return of the Fund, the so-called Internal Rate of Return (IRR). Taking into account accrued interests in 2020, the nominal IRR since the beginning of investments is 0.10%.

#### ACTIVITIES OF THE CAF

15. The CAF is composed of representatives of five Organisations: the Residual Administrative Tasks Unit of the former Western European Union (RATU), the European Union Satellite Centre (EU SatCen), the European Union Institute for Security Studies (EUISS), The Hague Conference on Private International Law (HCCH) and the International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT). A qualified person acts as Chair of the Committee, while the ISRP serves as the Committee's Secretariat.

16. Since its creation in September 2009 and until the reporting date, the CAF has held 21 meetings in which it made recommendations on:

- the Strategic Asset Allocations of EU SatCen, EUISS, HCCH and RATU, and the Investment plan of UNIDROIT
- the respective Funds' Investment Procedures
- the selection of custodian bank and asset managers
- the Funds' treasury management plan
- the reporting.

17. The CAF has also monitored the performance and costs of the Funds, reviewed their financial statements, met the asset managers and discussed the following topics:

- the risk management framework of the Funds
- socially responsible investments
- the real estate sector
- the euro area sovereign debt crisis



- exchange-traded funds
- late payment of contributions (the CAF noted the importance of the timely payment of Member state contributions for the correct functioning of the Funds' activities)
- performance measurements
- review of fixed-income portfolios - corporate bonds and global government bonds
- review of euro area listed real estate funds
- selection of global equity, emerging markets equity and global government bonds funds
- comprehensive Reviews of the PRFs for EU SatCen, HCCH and EUISS. These reviews examined the evolution of the respective Funds over the last (usually) five years and defined their investment policy and strategy for the future. They allow the Organisations to have a clear picture of their pension debt and Fund, and to question and decide on several pension and asset management-related topics
- portfolio protection measures
- the change in performance calculation provider
- review of benchmarks
- diversification into corporate bonds.

18. In light of the preceding information and in accordance with the provisions in the Statute of the PRF, the Secretary-General of UNIDROIT invites the General Assembly:

- to take note of the information presented in this document.